

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Elections-au-Honduras-sous-surveillance>

Xiomara Castro, du partie LIBRE, bien placée

Elections au Honduras sous surveillance

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : lundi 4 novembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 24 novembre prochain des élections se tiennent au Honduras, quatre des huit partis présents se sont constitués après le coup d'Etat de 2009, rompant avec le bipartisme entre nationaux et libéraux.

Ainsi, Xiomara Castro, l'épouse du président destitué par un coup d'état Zelaya, est ainsi la candidate du parti LIBRE. Le PAC a pour sa part comme candidat l'ex présentateur de tv Salvador Nasralla, sans oublier deux autres alternatives : l'alliance de gauche Faper-UD de l'avocat Andrés Pavón et le parti de droite du général à la retraite Romeo Vásquez, qui avait démis Zelaya.

Les organisations des droits de l'homme dénoncent un « contexte dangereux » au Honduras à l'approche des élections, où les assassinats demeurent nombreux, notamment contre les militants politiques qui soutiennent la candidate Xiomara Castro, qui pourrait devenir la première femme présidente du pays.

Quelque 5,3 millions d'honduriens sont inscrits sur les listes électorales, alors que le vote n'est pas obligatoire. Le gouvernement de Porfirio Lobo a mis toute sa logistique en faveur de Juan Orlando Hernández, candidat du Partido Nacional, parti avec lequel il est arrivé au pouvoir après les élections illégitimes qui ont eu lieu à la suite de la destitution de Zelaya, par un coup d'Etat.

Hernandez est un des deux candidats qui a le plus de chances de gagner, mais selon plusieurs enquêtes Xiomara Castro pourrait lui passer devant.

Ces élections portent sur plusieurs mandats dans tout le pays, dont celle de président, 128 députés et 298 maires. Les 5437 centres de vote seront sous contrôle de l'armée, la même qui a permis la destitution du pouvoir de Zelaya.

De forts soupçons de fraudes sont à craindre comme le dénoncent Castro, de Libertad y Refundación (LIBRE) et Nasralla du Partido Anticorrupción (PAC), qui exigent le vote électronique. Le Centre Carter appuie d'ailleurs cette position.

Cinq organisations des droits de l'homme - le Cofadeh (Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras), le CDM (Centro de Derechos de Mujeres), le CEM-H (Centro de Estudios de la Mujer-Honduras), le Movimiento de Mujeres por la Paz, Visitación Padilla et le Stibys (Sindicato de Trabajadores de la Industria de Bebidas y Similares)- ont dénoncé dans un communiqué la « situation extrêmement dangereuse dans laquelle se déroule le processus électoral et qui touche directement les droits de l'homme », mentionnant une série de faits récents où des opposants au gouvernement ont été attaqués par la police militaire, le parti Libre étant l'objet de menaces et d'assassinats contre ses membres ». A été tué le 23 octobre dernier, le cameraman Manuel Murillo Varela dans la ville Comayagüela. Depuis 2003, 36 journalistes ont été tués dans le pays, qui affiche un des taux de violence le plus élevé du monde hors zone de guerre.

Résumé de l'article de Gustavo Veiga

para [Página 12](#). Buenos Aires, 4 de noviembre de 2013

[El Correo](#). Paris, le 4 novembre 2013

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).